



MI-RPD



BURUNDI



BNUB

**RAPPORT DE LA CONFERENCE-DEBAT SUR L'IMPLICATION DE LA FEMME DANS
LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE
19 NOVEMBRE 2013 A L' HOTEL ROYAL PALACE**



Photo de famille

TABLE DES MATIERES	Page
0.1.Photo de famille.....	1
0.2.Table des matières.....	2
0.3.Sigles et Abréviations.....	3
I. Introduction : Justification et Contexte.....	4
II. Du déroulement de la conférence-débats.....	5
II.1. Cérémonies d'ouverture et discours.....	6-9
II.2. Exposés du jour.....	10-20
II.3. Discussions sur les 5 présentations	21-22
II.4.Travaux en commission.....	23-24
III. Cérémonies de clôture.....	25-26
IV. Médiatisation.....	27-28

SIGLES ET ABREVIATIONS

MI-RPD : Mécanisme pour l'Initiative pour la Recherche de la Paix et le Développement

CNAP : Commission Nationale Permanente de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre

BNUB : Bureau des Nations Unies au Burundi

MDNAC : Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants

ALPC : Armes Légères et de Petit Calibre

RDC : République Démocratique du Congo

CIIRGL : Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs

SPPDF : Synergie des Partenaires pour la Paix et les Droits des Femmes

MSP : Ministère de la Sécurité Publique

NU : Nations Unies

SS : Secteur de Sécurité

RSS: Reforme du Secteur de Sécurité

FECCLAHA: Fellowship of Christian Council and Churches in the Great Lakes Region and Horn of Africa

ISCAM: Institut Supérieur des Cadres Militaires

FDN: Force de Défense Nationale

PNB: Police Nationale du Burundi

ONG: Organisation Non Gouvernementale

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

I. INTRODUCTION : JUSTIFICATION ET CONTEXTE

Ces dernières années, notre pays le Burundi a été le théâtre des conflits armés qui constituent un véritable désastre sur les droits humains en général et ceux des femmes en particulier. Pour établir une paix durable, la communauté internationale s'est impliquée en intervenant sous plusieurs formes et en essayant de résoudre ces conflits.

En principe, une fois que le conflit a pris fin, il s'en suit généralement un programme de réforme du système de sécurité du pays concerné. Cela est indispensable si l'on veut instaurer une paix et un développement durables qui permettent aux populations de se sentir en sécurité et d'avoir confiance dans les institutions étatiques.

En pareilles situations, il est aussi nécessaire et indispensable de redonner aux populations le sentiment de pouvoir vivre sans crainte dans la sécurité et de restaurer la confiance entre citoyens fortement mise à l'épreuve par les guerres et différentes crises. Point n'est besoin de souligner qu'il faut créer un climat de confiance entre l'État et les citoyens, faute de quoi une paix et un développement durables seront impossibles.

En ce qui concerne les femmes, celles-ci se retrouvent souvent dans des situations différentes et difficiles pendant et après les conflits armés. Pendant les conflits, les femmes peuvent être très actives et parfois contre leur gré. En témoignent les conflits en Angola, en Ouganda et en Érythrée (dans le conflit l'opposant à l'Éthiopie) où les femmes ont eu un rôle très actif et ont souvent occupé des postes stratégiques dans le déroulement des conflits. En effet, elles sont souvent combattantes ou mobilisatrices des troupes par un soutien de proximité aux soldats.

Garantes de la culture, des traditions, et de la stabilité du tissu social, cette couche majoritaire devrait être suffisamment présente dans les institutions de forces de défense et de sécurité et partant, être impliquée dans la réforme du secteur de la sécurité pour pouvoir jouer son rôle, ce qui n'a pas été le cas au Burundi comme ailleurs.

Une approche rectificative s'impose, et pour y parvenir, la femme burundaise en général et la femme leader en particulier, doit prendre conscience de sa place et son rôle dans le processus de réforme du secteur de la sécurité pour y être impliquée et participer activement.

A l'heure actuelle, la législation burundaise reconnaît clairement le principe d'égalité du genre et au regard des réalités nationales, la femme renferme des capacités et qualités lui permettant de contribuer très positivement dans le secteur de la sécurité.

Dans cet ordre d'idée, les questions liées à l'égalité des sexes devraient être au cœur des activités initiées dans l'optique des réformes du secteur de la sécurité et l'un des principaux moyens pour cela est de faire un principe de la pleine prise en compte de cette égalité.

Ainsi donc, les perspectives d'égalité doivent être intégrées à toutes les phases de l'élaboration des politiques dans tous les domaines.

Pour faire face à cette réalité, le MI-RPD organise une conférence-débats d'une journée pour susciter la prise de conscience des femmes et sensibiliser celles-ci sur leur rôle et la place qu'elles doivent occuper dans la réforme du secteur de la sécurité.

Les conclusions devaient aboutir à ce qui suit :

- Les femmes leaders comprennent pleinement le rôle de la femme dans le domaine de la sécurité.
- Les femmes leaders comprennent le contexte de la femme Burundaise et sa participation dans le secteur de sécurité
- Mise en place des stratégies permettant d'élaborer un plan stratégique pour l'intégration de la femme dans les corps de défense et de sécurité

Ce rapport comprend le résumé des discours, des exposés, des échanges et des recommandations sur ce que devrait être l'implication de la femme dans la réforme du secteur de sécurité.

II. DU DEROULEMENT DE LA CONFERENCE-DEBAT



Mardi le 19 Novembre 2013, le MI-RPD en collaboration avec le Bureau des Nations Unies au Burundi a organisé une Conférence -débat sur l'implication de la femme dans la réforme du secteur de sécurité au Burundi à l'Hôtel Royal Palac

Les cérémonies d'ouverture solennelle de la dite conférence-débat ont été marquées par la présence du Représentant du Ministre de la Sécurité Publique, le Représentant du Représentant Spécial des Nations Unies au Burundi, les Représentants des Corps Diplomatiques et Consulaires, notamment

le représentant de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique, le Représentant de l'Ambassade du Royaume de Belgique au Burundi, le Représentant de l'Ambassade du Rwanda au Burundi, les Représentants des Hautes Institutions du pays y compris, les officiers généraux et les officiers supérieurs des Corps de défense et de sécurité notamment la Police Nationale, la Force de Défense Nationale ainsi que le Service National de Renseignement sans oublier le Secrétaire Permanent du Conseil National de la Sécurité, les Hauts cadres de l'État, la Commission Électorale Nationale Indépendante, la Société Civile, les Confessions religieuses ainsi que d'autres illustres invités et participants. Parmi les invités de marque, il y avait également Madame Augusta GICHANE Consultante en paix et en sécurité dans une ONG Internationale dénommé FECCLAHA qui a son siège à Nairobi comme conférencier.

II.1. CEREMONIES D'OUVERTURE ET DISCOURS



La conférence-débats a débuté à 9h30 minutes par une allocution prononcée par le Coordinateur National du MI- RPD, Monsieur SINZINKAYO Jean Claude. Dans son allocution, il a d'abord rappelé que les conflits armés qui ont duré plus de dix ans au Burundi ont sérieusement menacé les droits humains en général et ceux des femmes en particulier.

Il a poursuivi en disant qu'en situation de post- conflit, il est nécessaire de redonner aux populations le sentiment de pouvoir vivre sans crainte dans la sécurité et de restaurer la confiance entre citoyens fortement mise à l'épreuve par les guerres et différentes crises.

Il a aussi signalé que les femmes n'ont pas joué pleinement leur rôle alors qu'elles sont les premières victimes des conflits armés. Dans le même ordre d'idée, il a rappelé également que les femmes n'ont pas été associées suffisamment dans le processus de la Réforme du Secteur de Sécurité

Il a par après affirmé que c'est pour cette raison que le MI-RPD a jugé important et urgent d'organiser une conférence-débats d'une journée pour susciter la prise de conscience des femmes et

sensibiliser celles-ci sur leur rôle et la place qu'elles doivent occuper dans la réforme du secteur de sécurité.

En conclusion il a dit qu'il attend de cet atelier des propositions et recommandations pouvant permettre d'atteindre les objectifs de la conférence-débats. Il a remercié vivement le BNUB pour son appui financier sans lequel cette conférence-débats n'aurait pas vu le jour. Il a aussi remercié tous qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de cette conférence-débats.



Après le discours du Coordinateur du MI-RPD c'est le Représentant du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi qui a pris la parole pour prononcer son discours de circonstance. Dans son discours, il a commencé à manifester sa joie de prendre la parole au nom du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies empêché.

Il a poursuivi en disant que le secteur de la sécurité n'est plus l'apanage des seuls corps de défense et de sécurité mais l'affaire de toute la population. Il est donc essentiel de réveiller la conscience des femmes afin qu'elles s'impliquent dans la réforme du secteur de la sécurité, a martelé le Représentant du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi.

Il a ajouté que la communauté internationale a reconnu le rôle crucial que les femmes ont joué en adoptant la résolution 1325 du Conseil des Nations Unies qui affirme la participation des femmes dans tous les domaines liés à la paix et à la sécurité.

Il a ensuite poursuivi en disant que les femmes ont des rôles à jouer dans la promotion d'une sécurité inclusive. Alors la participation des femmes est primordiale parce qu'elles constituent la couche majoritaire de la population et grâce à leur engagement rend la communauté plus sûre pour les femmes et les hommes.

Les structures et processus de sécurité sont mieux compris lorsque toutes les parties prenantes de la

population participent.

Il a ajouté que le BNUB et la communauté Internationale continueront à aider les femmes burundaises afin qu'elles puissent jouer un rôle dans la RSS.

Il a aussi rappelé que souvent, les processus de la RSS ont tendance à se focaliser sur les budgets et les effectifs au lieu des individus et des communautés. Mais les expériences des femmes ainsi leur connaissance au sujet des priorités des communautés, peuvent aider le processus de RSS à refléter les besoins locaux en matière de la sécurité.

Il a enfin terminé en disant que BNUB attend de cette conférence -débat un travail de qualité et des recommandations qui puissent aider le Burundi à considérer son secteur de sécurité. Il a aussi remercié le MI-RPD pour leur grand travail de préparation.

Et enfin, le discours d'ouverture solennelle de cette conférence -débat a été prononcé par l'Assistant du Ministre de la Sécurité Publique CP GAHUNGU. Il importe de signaler que le MI-RPD avait adressé une correspondance à son Son Excellence le Premier Vice- Président de la République pour procéder à l'ouverture solennel de la cette conférence-débat. Cette Très Haute Autorité avait désigné le Ministre de la Sécurité Publique en témoigne sa correspondance pour le Représenter. Celui-ci ayant été empêché s'est fait représenté par son Assistant. Alors dans son discours d'ouverture, l'Assistant du Ministre a d'abord remercié les initiateurs de cette conférence-débat qui est le MI-RPD

Il a poursuivi en disant que le Burundi a fait des réformes du secteur de sécurité sa priorité pour sortir du marasme du conflit ayant déchiré le tissu social pendant plus d'une décennie. Ces réformes visent à améliorer la gestion des normes et des principes de gouvernance démocratique qui doivent militer pour un meilleur fonctionnement du secteur de la sécurité. La réforme du secteur de sécurité est l'un des piliers de la consolidation de la paix.

Il a ajouté qu'au cours de ces débats, les participants vont analyser la prise en compte de l'homme et de la femme, des garçons et des filles dans les besoins spécifiques différents, jusqu'au niveau périphérique.

Il a continué en disant que le Gouvernement a fait l'intégration genre dans la réforme du Secteur de Sécurité sa préoccupation pour mettre en œuvre le contenu de la Constitution qui dans les dispositions des articles 247/255 et 257 donnent les orientations de l'intégration du genre dans la composition des corps de défense et de sécurité.

Il a aussi remercié l'implication du MIRPD et du BNUB qui ont voulu faire progresser ces débats dans une perspective de développement d'une stratégie pour l'amélioration de l'intégration de la femme dans la RSS.

Il a ajouté que le 31 Octobre 2000, le Conseil National des NU a adopté la résolution 1325 sur les femmes , la paix et la sécurité, une norme internationale innovante qui est devenue le point vital de rassemblement des organisations et des particuliers à travers le monde. Il a exhorté les participants à faire cette résolution un guide de démarche.

Il a aussi remercié encore une fois le MI-RPD pour ces efforts qu'elle engage en tant

qu'organisation de la société civile dans la voie de l'implication de la femme sur le chemin de la prise de décision dans le domaine de la sécurité.

Il a terminé en remerciant le BNUB pour les appuis multiformes qu'il ne cesse d'apporter au Gouvernement et à ses partenaires de la société civile, l'appui financier à cette conférence étant un exemple éloquent. Il a aussi remercié les participants pour leur participation avant de déclarer ouverts les travaux de cette conférence-débat après avoir formulé une série d'espoir et de souhaits au participants et à la conférence.

Après les cérémonies d'ouverture, le modérateur a clôturé la première partie de la conférence et a invité les participants à prendre la Pause Café.



Pause Café

II.2. EXPOSES DU JOUR

Après les cérémonies d'ouverture ponctuées par les différents discours ci-dessus, la suite des travaux de la conférence a été marquée par des exposés ayant suffisamment offert de la matière à réflexion dans les séances d'échanges-débat en plénière et en commissions de travail.

EXPOSE No 1

ROLE DE LA FEMME BURUNDAISE DANS LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE, Présenté par Madame BIGIRIMANA Pacifique du MI-RPD



De retour dans la salle, le modérateur a invité le premier conférencier en la personne de **Madame BIGIRIMANA Pacifique du MI-RPD** comme Consultante du MI-RPD en matière du Genre à faire sa présentation. Son exposé s'est articulé sur les trois points à savoir l'introduction, la femme burundaise dans la société traditionnelle : cadre théorique, modernité et changement de mentalité, la femme burundaise en période de crise, leadership féminin et résolution pacifique des conflits au Burundi, le rôle de la femme burundaise dans la Réforme du secteur de sécurité, situation actuelle, et comment améliorer le processus d'intégration de la femme dans la réforme du secteur de sécurité.

Elle a commencé à rappeler que traditionnellement, les garçons et les filles étaient éduqués différemment à partir de l'âge de raison et que les enfants naissaient et grandissaient dans un environnement familial et socioculturel assez restreint, où ils puisaient tout le savoir, le savoir-faire et le savoir-être.

Elle a rappelé que traditionnellement, les parents assignaient la fonction publique pour le jeune homme et la fonction ménagère pour la jeune fille, ce qui est l'origine même dudit complexe de

supériorité chez l'homme et du complexe d'infériorité chez la femme. Cette situation a fait que, depuis des siècles, la femme burundaise a adopté une attitude de résignation passive de sa condition. Tout le monde était content et personne ne réclamait le changement.

Mais actuellement, il y a changement de mentalité qui se fait observer, car les enfants évoluent dans un milieu extra-familial où la séparation sexuelle des tâches n'est plus rigoureuse. Même milieu de vie, mêmes exigences pour les garçons et pour les filles.

Elle a ensuite ajouté qu'en pleine crise depuis le 21 Octobre 1993, certaines femmes ont participé aux massacres interethniques, mais pas autant que les hommes et elles en ont souffert de manière catastrophique : elles ont parfois été éventrées ; elles ont assisté aux massacres de leurs enfants et leurs maris ou les ont vus mourir de faim.

Elle a fait savoir qu'en matière de la résolution des conflits, dès l'éclatement de la crise d'octobre 1993, les femmes ont été très nombreuses à créer et à diriger avec compétence et détermination des associations en rapport avec le rétablissement de la paix et la résolution pacifique des conflits et à organiser des séminaires de formation et d'information et des conférences nationales, régionales et internationales sur la paix notamment sur la région des Grands Lacs.

Des représentantes des associations féminines ont participé à la Conférence de Beijing, et les leaders de grandes associations féminines se sont enfin entendus pour créer la Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme (SPPDF).

Pour ce qui est de l'intégration des femmes dans la réforme du secteur de la sécurité, la conférencière a fait savoir que femmes ne représentent que 0,5% des effectifs militaires au Burundi - La Force de défense nationale (FDN) et des anciens combattants du Burundi ne compte en son sein que 148 femmes militaires, tous grades et catégories confondus, soit 0,5% d'un effectif total qui oscille autour de 25.000 éléments.

Quant à la Police nationale du Burundi (PNB), les statistiques officielles disponibles indiquent que ce corps est constitué à 2,9% par des femmes, dont 4,9% d'officiers, 6,3% de brigadiers et 2,9% d'agents.

En parlant du rôle de la femme dans la réforme du secteur de la sécurité, elle a terminé en disant que l'autoréalisation et l'autonomisation des femmes ne pourront être effectives que si l'égalité de genre est réellement promue par les pouvoirs politiques au niveau national d'abord et par la communauté internationale ensuite.

EXPOSE N0 2

**LA FEMME ET LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE, Présenté par Madame
Madame Uju Nwobi Responsable du programme de RSS au sein du BNUB**



Dans son exposée, elle a d'abord fait savoir que lorsqu'on parle du genre, le genre qui nous vient à l'esprit c'est celui de la femme, et pourquoi en est-il ainsi?

En suite, elle a expliqué **ce qu'est-ce la RSS**: La réforme du secteur de sécurité est un concept visant à reconstruire le secteur de la sécurité d'un État. La réforme commence là où un secteur de sécurité dysfonctionnel est incapable d'assurer efficacement la sécurité de l'Etat et de ses citoyens selon des principes démocratiques.

Le secteur de la sécurité inclut généralement tous les responsables de la protection de l'état et de ses communautés.

On peut regrouper la RSS en 4 catégories:

- Principaux acteurs dans le domaine de la sécurité
- Gestion de la sécurité et organes de contrôle
- Justice et institutions chargées du maintien de l'ordre
- Forces de sécurité non officielles

Parlant de l'appropriation nationale, elle a dit que c'est le processus et des méthodes ouverts et consultatifs et des résultats qui se fondent sur les perspectives, les priorités et la vision des parties prenantes de la société procédant à la réforme.

L'appropriation nationale promeut des institutions de sécurité efficaces, responsables et durables qui agissent sous contrôle civil dans le cadre de l'état de droit et le respect des droits de l'homme.

Pour ce qui est de l'implication des femmes dans la RSS, elle a fait savoir que la nécessité d'examiner la question du genre dans le domaine de la sécurité est de plus en plus reconnue. Cela inclut les besoins spécifiques des femmes et des filles dans ce domaine sans quoi il n'est pas possible d'avoir une réforme du secteur de sécurité couronnée de succès.

Il y a un effort de sensibilisation dans le monde entier pour une participation pleine et égale des femmes et des hommes dans les prises de décision.

Il y a un mode de penser qui encourage une plus grande participation des femmes dans la RSS en vue de garantir une appropriation nationale/locale, des services de sécurité efficaces ainsi qu'un renforcement des contrôles et une plus grande redevabilité

Que disent les Nations Unies sur les femmes et la RSS?

Les Nations Unies ont 4 résolutions du Conseil de Sécurité qui demandent une participation des femmes à tous les niveaux.

- Résolution 1325 en 2000
- Résolution 1820 en 2008
- Résolution 1888 en 2009
- Résolution 1889 en 2009

Attentes des Nations Unies en ce qui concerne la participation des femmes dans la RSS

- Participation des femmes au développement d'une politique de sécurité globale.
- Inclusion des questions du genre dans la politique de sécurité nationale
- Encourager les pays à avoir des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies.
- Prévoir des initiatives de politique régionale.
- Accroissement de la représentation et de la participation des femmes dans le secteur de la sécurité.
- Améliorer les capacités des femmes afin qu'elles puissent participer aux prises de décisions publiques.
- Représentation accrue des femmes au niveau des prises de décision au sein des forces armées
- Poursuites à l'encontre des responsables des crimes contre les femmes et les filles dans des conflits armés.
- Faire participer et préparer du personnel féminin à des missions de maintien de la paix.

RSS sensible au genre pour les femmes africaines

- Que signifie la RSS pour les femmes africaines?
- Éliminer les barrières culturelles.
- Changer de paradigme.
- S'éloigner des tâches traditionnelles.
- Remettre en question les traditions.
- Cela pourrait signifier liberté, respect et reconnaissance pour leur contribution à la lutte
- Entrer dans un "univers d'hommes"

Soutenir le rôle des femmes dans la RSS (1)

-Il y a le besoin d'avoir une approche nationale sur la participation des femmes dans la RSS.

- Il faut encourager une mise en réseau efficace des groupes de femmes engagées dans le domaine de la RSS, en particulier au niveau local.
- Il faut s'assurer que les voix des femmes soient entendues dans le secteur de la sécurité à travers l'action de plaidoyer.
- Un effort conscient doit être fait pour renforcer les capacités des femmes sur le thème de la RSS.
- Il faut mieux comprendre les raisons pour lesquelles le rôle des femmes est important dans la RSS.



Soutenir le rôle des femmes dans la RSS (2)

- Une approche inclusive aidera à améliorer la participation des femmes dans la RSS.
- C'est un fait que les politiques fondées sur le genre et mises en œuvre rigoureusement et de manière continue vont maximiser tous les efforts

En conclusion, la conférencière a dit que lorsque les femmes sont bien motivées pour occuper leur place et pour apporter leurs contributions à la RSS, le Burundi sera beaucoup plus sûr pour elles et pour leurs proches.

EXPOSE No 3

ETAT DES LIEUX DE L'INTEGRATION DES FEMMES A LA FDN

Présenté par Major Evelyne GATORE

Son exposé s'est articulé sur les points suivants: historique, résultats déjà atteints, défis, opportunités, perspectives d'avenir et Conclusion

Parlant de l'historique de l'intégration des femmes dans les forces de défense, la conférencière a dit que traditionnellement, les femmes remplissaient les rôles sociaux (éducation des enfants, travaux domestiques...) et ne pouvaient pas se présenter au champ de bataille : « Nta mukobwa aja ku rugamba »

Les effectifs des femmes militaires (Novembre 2013) sont les suivants:

TOTAL: 239

Officiers: 55(14 en activité, 41 en cours de formation militaire ou académique à l'ISCAM)

S/Officiers: 44

Femmes de troupe:140

Quant aux femmes officiers, le conférencier a donné les effectifs suivants:

29^{ème} PROMOTION (1993): 1 Fille
30^{ème} PROMOTION (1995): 1 Fille
31^{ème} PROMOTION (1996): 2 Filles
32^{ème} PROMOTION (1997): 0 Fille
33^{ème} PROMOTION (1998): 4 Filles
34^{ème} PROMOTION (1999): 4 Filles
35^{ème} PROMOTION (2000): 0 Fille
36^{ème} PROMOTION (2001): 1 Fille
37^{ème} PROMOTION (2002): 2 Filles
38^{ème} PROMOTION ex. PMPA (2006): 0 Fille
39^{ème} PROMOTION (2007): 2 Filles
40^{ème} PROMOTION (2008): 5 Filles
41^{ème} PROMOTION (2009): 6 Filles
42^{ème} PROMOTION (2010): 7 Filles
43^{ème} PROMOTION (2011): 15 Filles
44^{ème} PROMOTION (2012): 6 Filles

La conférencière a ensuite annoncé que **des réalisations sont déjà entreprises** dans les sens de l'intégration des femmes dans les corps de défense, entre autres:

- Élaboration d'une Stratégie d'intégration du genre au MDNAC
- Amélioration du processus de recrutement à travers les sensibilisations au niveau de toutes les provinces (*6 cand. Offrs, 14 Cand.s/offrs et 74 femmes de troupe recrutées en 2012*)
- Communication/sensibilisation pour le changement de comportement en vue de l'intégration de la femme dans les forces de défense (*formations des formateurs en genre dont 18 Officiers Hommes, sensibilisation sur le « concept genre » au niveau de toutes les régions militaires*)
- Construction d'un bloc** – logement destiné aux filles candidates officiers de l'ISCAM/début

Déc.2013 (*Financement: coopération Burundo-néerlandaise*)

Même si des réalisations sont déjà entreprises, la conférencière a soulevé quelques défis

notamment:

- La conception masculine du métier des armes
- Le poids des usages et coutumes
- Le déficit de formation et de Sensibilisation sur le concept « genre ».
- Le manque de logistique approprié au niveau central et des régions militaires
- Absence d'une ligne budgétaire Genre au MDNAC (manque de structure en charge des questions du genre)
- Réticence des jeunes filles aux inscriptions pour les examens d'entrée à l'armée
- Manque de planification pour une meilleure gestion du personnel féminin

Pour les perspectives la conférencière a fait savoir ce qui suit:

- Mise en place d'un Bureau Genre
- Échanges d'expériences avec les autres armées sous-régionales, régionales...
- Poursuite des formations, des sensibilisations et des échanges pour un changement de comportement effectif & favorable à l'intégration des femmes à la FDN

En concluant, la conférencière a dit que l'intégration des femmes à l'armée ainsi que son effectivité, requiert l'implication de tous les acteurs: le Haut commandement, les militaires (hommes & femmes), les parlementaires, les différents partenaires particulièrement les institutions ministérielles, provinciales & communales, les partenaires au développement, la société civile et la population en général.

EXPOSE NO 4

LA FEMME DANS LE SECTEUR DE LA SECURITE: LE CAS DE LA POLICE NATIONALE, présenté par OPC 2 Christine NSABIYUMVA

Son exposé était centré sur les points suivants: introduction, cadre légal, représentativité des femmes dans la police nationale du Burundi, promotion du genre au Ministère de la Sécurité Publique.

INTRODUCTION

En introduisant son exposé, elle a rappelé que la Police est un corps conçu, organisé et formé pour le maintien, le rétablissement de la sécurité et de l'ordre à l'intérieur du pays(Art 245 de la Constitution du Burundi).

Ce corps est ouvert à tout burundais sans distinction de sexe et aucune loi ne distingue les missions des hommes et des femmes. Ils sont tous appelés à exécuter les missions qui leur sont confiées.

DU CADRE LEGAL

Article 247 de la constitution du Burundi : « Les Corps de défense et de sécurité développent en leur sein une culture **non discriminatoire , non ethniste et non sexiste...** »

Article 257 de la constitution du Burundi : 'Les corps de défense et de sécurité sont ouverts, sans discrimination, à tous les citoyens burundais désireux d'en faire partie (...) »'.

Le **plan stratégique 2007- 2017** de la PNB prévoit d'améliorer le pourcentage des femmes dans l'effectif de la PNB et de le faire passer de 1,2% (situation 2007) à 10% en 2017.

Résolutions 1325

Autres résolutions et conventions

DE LA REPRESENTATIVITE DES FEMMES A LA POLICE

Femmes et filles en activité: 498

Officiers: 51

Brigadiers: 140

Agents :290

Filles en phase de recrutement:

Pour la catégorie d'Officiers: 36/228

Pour les Brigadiers: 319/1876

Pour les agents: 271/2465

La représentation des femmes au sein de la police est de plus ou moins 2,85 %.

C'est la Catégorie des agents qui souffre le plus de l'absence de femmes ;

les femmes occupent majoritairement les postes qui demandent un travail de bureau

Mis à part le nombre de femmes actives dans la police, de nombreux problèmes se posent, en raison de la culture militaire/ paternaliste et des mauvaises conditions d'hébergement du personnel féminin.

Mais dans les conditions actuelles, les défis au niveau du genre sont énormes.

DE LA PROMOTION DU GENRE AU MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Plan stratégique 2007-2017 de la PNB: 10 pour cent des femmes et filles;

Stratégie genre et plan d'action 2012-2013 du MSP;

Renforcement des capacités des femmes policières en formation par catégorie.

Le processus de la mise en place d'un bureau genre est en cours;

Le nouveau statut de la PNB tient compte des besoins sexo-spécifiques;

Participation des femmes et filles dans les missions de maintien de la paix: Haïti, Cote d'Ivoire, Darfour, et Somalie;

Une femme, commissaire de Police: Inspecteur- Général Adjoint, poste qu'elle occupait en 2007;

Pourquoi ce faible taux de représentativité des femmes policières?

Pourquoi ce faible taux des femmes qui s'engagent?

????????

POURQUOI LES FEMMES DANS LA POLICE

Postulat de base

Une police de proximité se doit de représenter les différentes composantes de la communauté, y compris dans la dimension genre.

Autre chose:

Des standards internationaux dans la lutte contre les violences basées sur le Genre exigent la présence des femmes dans les patrouilles, dans les enquêtes, ect

Comme l'a dit le Secrétaire Général des NU:

..... When women and Girls suffer sexual violence, they know they will find a sympathetic ear.....

La femme, victime des violences domestiques ou sexuelles se sent à l'aise quand elle est accueillie par une femme policière (Par notre témoignage)

IV. LES CONTRAINTES

Un bon nombre de paradoxes doivent être gérés :

- Équilibrer la composition de la population dans une représentation de femmes au sein d'une police de proximité.

Se préoccuper du bien être du personnel policier en général, du personnel féminin en particulier:

Dans les postes de police, les conditions d'un agent

sont peu enviables (mal logé, mal nourri, détaché de sa famille, mal vêtu). Exemple suivant:

Ce qui affecte de manière négative les relations avec la population et la rend perplexe à choisir le métier de policière pour leur fille.

Les infrastructures de la police sur tous les niveaux ne sont pas adaptées pour le personnel féminin.

Les barrières culturelles: le métier du policier est masculinisé par certains burundais. Ce poids de culture est perçu même chez la fille ou la femme policière dans certaines attitudes.

Les discriminations qui s'observent en milieu du travail: les filles ou femmes qui sont laissées à elles mêmes.(pas de travail, pas de remarque même,)

Les violences domestiques que subissent les femmes policières de la part de leur mar

DE LA RETENTION DES FEMMES POLICIERES

Prévoir une infrastructure adaptée à la mixité (toilettes, vestiaires et locaux de repos séparés

Acquérir un équipement adapté aux femmes policières burundaises

Prévoir un système de congés spécifiques en faveur des femmes

Prévoir une infrastructure adaptée à la mixité (toilettes, vestiaires et locaux de repos séparés

Acquérir un équipement adapté aux femmes policières burundaises

Prévoir un système de congés spécifiques en faveur des femmes

Mettre en place une politique de lutte contre la violence et le harcèlement sexuel ou moral sur les lieux de travail

Favoriser l'accès des femmes dans des positions de management (chef de bureaux

techniques, commissaire provincial, chef de poste...).

Déterminer des quotas au besoin.

Comme conclusion, la conférencière a dit que la police est convaincue aujourd'hui plus qu'hier, que la question de la sécurité ne peut pas être l'apanage des seuls policiers hommes. Les femmes policières jouent également un rôle important dans le maintien de l'ordre et de la sécurité de leur pays.

EXPOSE NO 5

LE ROLE DES FEMMES DANS LA RSS, Présenté par Madame Augusta GICHANE, Consultante en Paix et sécurité dans FECCLAHA

Cette femme consultante en Paix et Sécurité dans une ONG Internationale appelée FECCLAHA était venue aussi au Burundi pour faire une recherche sur les ALPC.

Son exposé était focalisé sur les points suivants: raison de l'implication de la femme dans le secteur de la sécurité, rôle de la femme dans la réforme du secteur de sécurité, étapes pratiques, et conclusion générale.

LES RAISONS DE L'IMPLICATION

Secteur de la sécurité a été dominé par le genre masculin

Équilibre entre les sexes est absolument important ;

Afin de puiser dans les prouesses et la perspective des femmes.

SSR acceptés dans le cadre de la consolidation de la paix internationale et post conflit reconstruction du jour ;

Aspect crucial dans la création d'un environnement favorable pour le développement et la stabilité

Partenaires d'exécution complète de la capacité de l'État en matière d'expertise ; Les femmes sont impliquées pour leur bien-être ;

Également pour leur participation effective dans la paix et l'édification de la nation ;

ROLE DE LA FEMME DANS LA RSS

Application de bonnes pratiques et les leçons apprises ;

Transformer la Culture de la violence ;

Participer à engendrer des processus.

Simplifier les politiques visant à assurer la bonne interprétation et la mise en œuvre ;

Veiller à ce que les politiques et les stratégies sont transformatrices ;

Dans la scolarisation, la formation et la rétention des femmes.

ETAPES PRATIQUES

Mise en place des femmes et des unités de l'enfant au sein de la police ;

Formation de la police ;

Violence basée sur le développement de Plans d'Action nationaux au genre d'adresse.

Établir des pratiques respectueuses de femmes pour les institutions du secteur de sécurité ;

Procéder à des visites d'étude dans d'autres pays africains d'apprendre des meilleures pratiques.

Changement d'attitude pour permettre aux femmes de postuler à des postes ;

Désir d'apporter des changements de l'intérieur ;

Trouver des approches innovantes qui s'inscrivent dans la situation burundaise

En conclusion, elle a terminé son exposé par des recommandations suivantes:

- Engendrer des réformes du secteur de sécurité ;
- Exiger des approches multiples facettes ;
- Approche participative est nécessaire ;
- Garantir la possibilité,
- Aux besoins des hommes et des femmes sont considérés.

II.3. DISCUSSIONS SUR LES 5 PRESENTATIONS



Après la présentation des 5 conférenciers, le modérateur a invité tous ces conférenciers à venir devant pour répondre aux questions des participants.

Les questions posées par les participants ont été formulées comme suit :

1. Quand on parle de l'implication des femmes dans le secteur de sécurité, c'est pour résoudre le problème du genre ou bien pour renforcer la sécurité ?
2. Pourquoi est-ce que les femmes ne veulent pas s' enrôler au sein des forces de défense et de sécurité?
3. Est-ce que les femmes peuvent tenir comme les hommes toute la journée?
4. Est-ce que la tenue de la jupe pour les femmes militaires est favorable? Pourquoi est-ce qu'elles ne portent pas le même uniforme que les hommes?
5. Pourquoi y-a-t-il une faible participation des femmes dans les corps de défense et de sécurité?
6. Y-a-il une volonté politique du Gouvernement pour impliquer les femmes dans le secteur de sécurité?

Toutes ces questions ont eu des réponses

Pour la première question, on a dit que c'est pour que les femmes puissent contribuer dans le secteur de sécurité et se sentir impliquées dans la vie du pays.

Pour la deuxième question, on a dit que la culture Burundaise reste un obstacle

Pour la troisième question, on a dit que les femmes sont capables d'assumer leur rôle

Pour la quatrième question, on a dit qu'on doit respecter les spécificités de chaque catégorie

Pour la cinquième question, on a dit que les femmes ne sont pas bien sensibilisées

Pour la sixième question, on a dit que le Gouvernement est très engagé pour impliquer les femmes dans le secteur de la sécurité.

Après cette séance de discussions, de questions et de réponses, le modérateur a clôturée la deuxième partie de la conférence et a invité les participants à prendre le déjeuner.



Pause -déjeuner

II.4. TRAVAUX EN COMMISSION



Travaux en commissions

Les travaux de la conférence ont été enrichis davantage par les échanges-débats en général et la réflexion en commissions de travail en particulier. Le modérateur a proposé les questions suivantes qui ont suscité une prise de conscience et un partage constructif. Il s'agissait de :

Q1 : La femme/fille burundaise est-elle suffisamment représentée dans les corps de défense et de sécurité ?

Q2 : Quelles sont les causes liées au désintéressement des femmes/filles à leur implication dans la réforme du secteur de sécurité ?

Q3 : Quelles sont les stratégies à adopter pouvant contribuer à la mise en place d'un plan stratégique relatif à l'implication de la femme/fille burundaise dans les corps de défense et de sécurité

Q4 : Quelles sont les actions à mener permettant de briser les barrières socio-culturelles, psychologiques, cognitifs et politiques qui minent l'inclusion croissante et la participation massive des femmes/filles à la réforme du secteur de sécurité ?

Les échanges-débats qui ont suivi autour des questions ci-dessus lors des travaux en commissions ont permis d'avoir une compréhension commune

En définitive, ces travaux en commissions et échanges-débats ont été émaillés de recommandations riches et variées formulées pour répondre aux attentes des participants et des organisateurs de l'atelier en particulier.



Ci-après les recommandations dont il est question :

1. Donner des postes de responsabilité aux femmes qui sont déjà dans les corps de défense et de sécurité
2. Création des conditions favorables pour les femmes qui intègrent les corps de défense et sécurité
3. Prévoir un programme inclusif depuis l'école maternelle
4. Intéresser les filles et les femmes qui souhaitent s' enrôler dans les corps de défense et de sécurité
4. Adopter des lois et des statuts en tenant compte des spécificités des femmes
5. Création de l'équilibre genre féminin dans les recrutements au niveau national
6. Sensibilisation du peuple surtout les filles et les femmes pour dissiper le poids de la culture burundaise
7. Chercher les éléments incitatifs pouvant motiver les filles à intégrer les corps de défense et de sécurité
- 8 Associer les filles et les femmes dans l'élaboration des plans stratégiques
9. Sensibilisation à travers les médias

10. Implication de la Société Civile dans la sensibilisation
11. Associer les confessions religieuses dans la sensibilisation et l'intégration
12. Formation des décideurs sur le genre pour une bonne implication
13. Mise en place d'un cadre de rencontre des femmes déjà intégrées pour faire des suggestions pouvant inciter les femmes à l'implication
14. Planifier une rencontre régionale des femmes au niveau de la Communauté Est Africaine en vue de partager des opinions sur l'implication de la femme dans la réforme du secteur de la sécurité.

III. CEREMONIES DE CLOTURE



- La clôture de la conférence a été marquée par : des discours prononcés respectivement par le représentant des participants OP2 KANKURIZE Francine, le Coordinateur National du MI-RPD, SINZINKAYO Jean Claude, en qualité d'organisateur, et le Conseiller chargé des questions militaires au sein du BNUB Colonel Dominique, comme partenaire qui a financé cette Conférence-débats.
- Le représentant des participants en prenant la parole au nom de tous les participants qui l'ont Désignée n'a pas hésité de remercier les organisateurs de cette conférence-débats et de manifester son sentiment de joie pour l'ensemble des recommandations issues de l'atelier. Elle a également remercié le modérateur pour ses excellentes prestations.
- Le Coordinateur National du MI-RPD a vivement remercié tout le monde pour la participation active dont ils avaient fait preuve tout au long de cet atelier. Il a aussi remercié le BNUB pour son appui qu'il a accordé pour la réalisation de cet atelier et sa présentation très constructive.



Il a aussi ajouté que le MI- RPD va présenter tout ce qui est ressorti à l'issue de cet atelier à l'Assemblée National et au Gouvernement.

- Dans son allocution, le Représentant du BNUB a reconnu la réussite de l'atelier pour la bonne et simple raison que les objectifs venaient d'être atteints. Il a dit sans faux fuyant que c'est la première fois qu'il voit une telle participation importante des femmes dans des ateliers auxquels il a participé.
- Il a invité les participants à lire la résolution 1235 et de s'en imprégner car elle est une révolution pour les femmes. Il ne faut pas laisser une population mondiale de 50% de femmes. Grâce aux femmes on aura un monde meilleur.
- Il a terminé son propos en disant qu'il ne faut pas laisser ce message dans la salle, mais qu'il faut l'apporter aux autres et former des réseaux partout de sensibilisation des femmes pour leur intégration dans le secteur de la sécurité.

La conférence qui s'était déroulé dans une ambiance détendue, dans un climat de confiance et de sérénité, s'est clôturée à 16h 30

IV. Médiatisation

Comme conclusion, les journalistes avez massivement participé dans cette conférence-débats depuis le début jusqu'à la fin. Et les activités de cette conférence-débats ont été médiatisées



pendant deux jours successifs. Grace à cette large couverture médiatique et publi reportage, beaucoup de personnes, les décideurs et les bénéficiaires qui n'avaient pas eu l'occasion d'y participer on eu l'opportunité de savoir les recommandations issues de cette conférence.

Ci-après sont les médias qui étaient présents lors de cette conférence-débats sont les suivants:

Radio et Télévision Renaissance

Radio Isanganiro

Radio et Télévision Salama

Radio et Télévison Nationale

RSF Bonesha FM

Radio Nderagakura

Radio Télévison REMA FM

Fait à Bujumbura, le 20 /11/ 2013

Par le Rapporteur :

NDIKUMANA Déo

Lu et Approuvé le 21 /11/2013 par :

Le Coordinateur National du MI-RPD
et en même temps le président.
de l'équipe d'organisation de cette conférence
SINZINKAYO Jean Claude